ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 30 juillet 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 et modifiées par la loi du ...", a donné le 15 septembre 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1975 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 16 maart 1968 en gewijzigd door de wet van ...", heeft de 15e september 1975 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet :

1. de supprimer la licence d'apprentissage préalable à l'obtention d'un permis de conduire un véhicule automoteur;
2. d'imposer, avant la délivrance d'un permis de conduire, un examen pratique portant sur les connaissances et l'habilité nécessaires à la conduite d'un véhicule automoteur;
3. de modifier le système actuel des examens à imposer aux conducteurs déchus du droit de conduire, en vue de leur réintégration dans ce droit.

*

La suppression de la licence d'apprentissage entraîne la modification formelle de nombreux articles dans lesquels cette licence est mentionnée. Le projet reproduit le texte complet des dispositions modifiées, ce qui le rend plus long mais d'une lecture plus facile (articles 1 à 3, 5 à 12, 17 et 18).

La suppression de cette licence ne soulève aucune objection quant à l'application de la Convention internationale sur la circulation routière, et annexes, signée à Genève le 19 septembre 1949 et approuvée par la loi du 1er avril 1954, cette Convention ne reconnaissant que le permis de conduire.

.../...

L'instauration d'un examen pratique fait l'objet d'une disposition nouvelle insérée dans l'article 23 des lois coordonnées (article 23, § 1er, 2°).

Alors que la législation en vigueur impose au conducteur déchu du droit de conduire de satisfaire, pour être réintégré dans son droit, à un examen théorique et pratique, médical et psychotechnique, sauf dispense totale ou partielle prononcée par le juge, le projet prévoit que le conducteur déchu ne sera soumis à un examen que par une décision expresse du juge. Cette disposition nouvelle entraîne la modification des articles 38, 47 et 48.

*

* *

OBSERVATIONS GENERALES.

En ce qui concerne la licence d'apprentissage, le projet se borne à la supprimer. Aucune disposition transitoire n'assure le passage du système en vigueur au système prévu par le projet; aucune disposition ne prévoit le titre en vertu duquel l'apprentissage se fera et , a fortiori, aucune disposition ne prévoit le retrait d'un tel titre en cas de déchéance du droit de conduire.

1. A défaut de disposition transitoire, le titulaire d'une licence d'apprentissage ne pourra plus, au moment où la loi entrera en vigueur, conduire un véhicule

.../...

automoteur sans être en possession d'un permis de conduire. Ce permis, il ne pourra l'obtenir qu'en satisfaisant aux conditions légales prévues au projet et, notamment, en réussissant un examen pratique.

D'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat, telles ne sont pas les intentions du Gouvernement. Il est, dès lors, nécessaire que le projet soit complété par une disposition transitoire, qui pourrait être rédigée comme suit :

"Article ...-

Les licences d'apprentissage délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente loi continuent à produire leurs effets pendant douze mois à dater de leur délivrance. Elles donnent droit, dans les conditions fixées par la législation antérieure, à l'obtention d'un permis de conduire dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi".

2. Il semble, d'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat, que les modalités de l'apprentissage ne sont pas encore fixées, mais que, dans l'intention du Gouvernement, un titre provisoire tiendrait lieu de permis de conduire pendant l'apprentissage.

Aucune disposition de la loi en projet ne fait référence à un titre provisoire tenant lieu de permis de conduire. S'il entre dans les intentions du Gouvernement qu'il soit permis au Roi de créer des titres provisoires tenant lieu de permis de conduire pendant l'apprentissage, le texte devrait le prévoir expressément.

.../...

Par ailleurs, le projet devrait régler la question de l'application des mesures de sûreté. L'article 46 nouveau prévoit, en effet, qu'en cas de déchéance du droit de conduire, le permis de conduire doit être remis au greffier de la juridiction qui a rendu la décision. En outre, l'article 55 prévoit les cas où le permis de conduire peut être retiré immédiatement. Ces dispositions, de nature pénale, doivent être interprétées restrictivement. On ne pourrait, dès lors, en étendre l'application au titre qui tiendrait lieu de permis de conduire. Or, il est difficilement concevable que le permis de conduire et le titre qui en tient lieu soient soumis, en ce qui concerne l'application des mesures de sûreté, à des régimes différents. Si le Gouvernement entend permettre la délivrance d'un titre tenant lieu de permis de conduire, il conviendra que de nombreux articles du projet soient adaptés en conséquence. Cette observation vaut notamment pour l'article 61 modifié par la loi du 9 juin 1975.

Ignorant les intentions exactes du Gouvernement à cet égard, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer un texte.

3. La référence faite aux lois coordonnées tant dans l'intitulé que dans la disposition liminaire de l'article 1er du projet et dans le texte de différents articles n'est pas conforme à l'intitulé prévu par l'autorisation de coordination contenue dans la loi du 1er août 1963.

*

.../...

## EXAMEN DU TEXTE.

### Article 2.

1. Pour éviter que les personnes qui sont titulaires d'un permis de conduire au jour de l'entrée en vigueur de la future loi ne doivent se soumettre à l'examen pratique prévu par celle-ci, le texte de l'alinéa 1er de l'article 21 devrait être rédigé comme suit :

"Nul ne peut conduire, sur la voie publique, un véhicule automoteur s'il n'est titulaire et porteur d'un permis de conduire régulièrement délivré en Belgique, ou d'un permis de conduire étranger ...".

2. La dispense que le Roi pourra accorder en vertu de l'alinéa 2 concernant à la fois certaines catégories de conducteurs et les conducteurs de certaines catégories de véhicules, le texte de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi peut, aux conditions générales qu'Il détermine, dispenser de cette obligation".

### Article 3. (article 22 des dispositions coordonnées)

Les mots "règlements pris en vigueur de celles-ci" doivent être remplacés par "règlements pris en vertu de celles-ci".

.../...

Article 4.

Au paragraphe 1er, 2°, il est proposé de remplacer la dernière phrase par la phrase suivante :

"Le Roi détermine les modalités de l'apprentissage".

Au 4° du même paragraphe, les mots "légales et réglementaires" devraient être remplacés par "législatives et réglementaires".

Article 5.

L'intention du Gouvernement étant d'abroger l'article 25 des lois coordonnées, l'article 5 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Dans le titre III des mêmes lois, le chapitre III, comprenant l'article 25, est abrogé".

Article 11.

Dans l'article 31 nouveau, il faut lire : "en dehors des cas prévus aux articles 30, 34, 2°, et 48" (article 2 de la loi du 9 juin 1975).

.../...

Article 12.

Les mots "une personne non munie du permis de conduire" sont équivoques. Le présent projet de loi pourrait être l'occasion de préciser le sens de cette expression.

Article 20.

Si le Gouvernement adopte la suggestion faite par le Conseil d'Etat d'introduire une disposition transitoire dans le projet, l'on n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'article 20 permettrait encore au Roi de mettre les différents articles de la future loi en vigueur à des dates différentes.

En revanche, il se justifie que le Roi reçoive le pouvoir de fixer la date de l'entrée en vigueur de la future loi.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, le texte suivant :

"Article 20.-

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

*

.../...

L'article 61 des lois coordonnées, modifié par la loi du 9 juin 1975, impose, en cas d'interdiction de conduire en raison d'une alcoolémie supérieure à 0,8 gramme par litre, la remise du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage.

Le projet omet de supprimer, dans les alinéas 1 et 2 de cet article, les mots "licence d'apprentissage". Cette lacune doit être comblée.

---

Het ontwerp heeft tot doel :

1. het afschaffen van de leervergunning die wordt afgegeven vóór het verkrijgen van een rijbewijs;
2. het voorschrijven, vóór de afgifte van een rijbewijs, van een praktisch examen over de nodige kennis en vaardigheid voor het besturen van een motorvoertuig;
3. het wijzigen van de huidige regeling inzake onderzoek van de bestuurders die van het recht tot sturen vervallen zijn, ten einde hun dat recht opnieuw te verlenen.

*

De afschaffing van de leervergunning brengt mee dat tal van artikelen waarin die vergunning ter sprake komt, naar de vorm gewijzigd worden. Het ontwerp geeft de volledige tekst van de gewijzigde bepalingen; hierdoor wordt het langer maar beter leesbaar (artikelen 1 tot 3, 5 tot 12, 17 en 18).

De afschaffing van de leervergunning levert geen enkel bezwaar op in verband met de toepassing van het Internationaal Verdrag nopens het wegverkeer en bijlagen, ondertekend te Genève op 19 september 1949 en goedgekeurd bij de wet van 1 april 1954, aangezien dat Verdrag alleen het rijbewijs erkent.

Aan de invoering van een praktisch examen is een nieuwe bepaling gewijd, die wordt ingevoegd in artikel 23 van de gecoördineerde wetten (artikel 23, § 1, 2°).

.../...

Terwijl de thans geldende wetgeving de van het recht tot sturen vervallen bestuurder die in zijn recht hersteld wil worden, verplicht met goed gevolg een theoretisch en praktisch, geneeskundig en psychotechnisch onderzoek te ondergaan, tenzij hij daarvan geheel of gedeeltelijk vrijgesteld is door de rechter, bepaalt het ontwerp dat de van het recht vervallen bestuurder dat onderzoek slechs zal moeten ondergaan als de rechter dat uitdrukkelijk beslist. Die nieuwe bepaling brengt mee dat de artikelen 38, 47 en 48 gewijzigd worden.

*

* *

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Wat de leervergunning betreft zij opgemerkt dat het ontwerp zich ertoe beperkt ze af te schaffen. Geen enkele overgangsbepaling regelt de overgang van het geldende naar het ontworpen stelsel; geen enkele bepaling voorziet in een bewijs op grond waarvan de scholing zal plaatshebben en dus evenmin in de intrekking daarvan bij verval van het recht tot sturen.

1. Bij gemis van een overgangsbepaling zal de houder van een leervergunning op het tijdstip dat de wet in werking treedt geen motorvoertuig meer mogen besturen zonder een rijbewijs. Dat bewijs zal hij slechts kunnen krijgen indien hij voldoet aan de in het ontwerp bepaalde wettelijke voorwaarden, met name indien hij slaagt voor een praktisch examen.

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering het niet zo. Het is dan ook noodzakelijk het ontwerp aan te vullen met een overgangsbepaling, die als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel ...

De leervergunningen die vóór de inwerkingtreding van deze wet zijn afgegeven, behouden hun rechtsgevolgen gedurende twaalf maanden na hun afgifte. Zij geven, onder de voorwaarden van de vroegere wetgeving, recht op het verkrijgen van een rijbewijs uiterlijk twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze wet".

2. Naar aan de Raad van State is verklaard, zouden de nadere regelen inzake scholing nog niet vastgesteld zijn, maar zou de Regering voornemens zijn een voorlopig bewijs als rijbewijs te laten gelden gedurende de leertijd.

In geen enkele bepaling van de ontwerp-wet is sprake van een voorlopig bewijs dat als rijbewijs zou gelden. Ziet de Regering het zo dat de Koning voorlopige bewijzen zou kunnen invoeren die gedurende de leertijd als rijbewijs gelden, dan moet de tekst dat met zoveel woorden zeggen.

Ook zou het ontwerp het probleem van de toepassing van de veiligheidsmaatregelen moeten regelen. Het nieuwe artikel 46 bepaalt dat het rijbewijs in geval van verval van het recht tot sturen moet worden ingeleverd bij de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft gewezen. Bovendien bepaalt artikel 55 de gevallen waarin het rijbewijs onmiddellijk kan worden ingetrokken. Deze strafrechtelijke bepalingen moeten beperkend geinterpreteerd worden. De toepassing ervan mag dus niet worden uitgebreid tot het bewijs dat als rijbewijs zou gelden. Toch kan bezwaarlijk worden

.../...

aangenomen dat met betrekking tot de toepassing van de veiligheidsmaatregelen een verschillende regeling zou bestaan voor het rijbewijs en het als zodanig geldende bewijs. Mocht de Regering willen toestaan dat een als rijbewijs geldend bewijs wordt afgegeven, dan behoren heel wat artikelen van het ontwerp dienovereenkomstig te worden aangepast. Deze opmerking geldt onder meer voor artikel 61, dat door de wet van 9 juni 1975 gewijzigd is.

Aangezien de Raad van State niet weet wat eigenlijk het voornemen van de Regering in dezen is, wordt hier geen tekst voorgesteld.

3. De verwijzing naar de gecoördineerde wetten, zowel in het opschrift als in de inleidende bepaling van artikel 1 van het ontwerp en in de tekst van een aantal artikelen, is niet in overeenstemming met het opschrift zoals dat voorgeschreven is in de machtiging tot coördinatie welke is verleend in de wet van 1 augustus 1963.

*

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 2.

1. Opdat de personen die, de dag dat de toekomstige wet in werking treedt, houder zijn van een rijbewijs, niet verplicht zijn het daarin voorgeschreven praktische examen af te leggen, zou de tekst van het eerste lid van artikel 21 als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Niemand mag op de openbare weg een motorvoertuig besturen, tenzij hij houder is van, en tevens bij zich heeft, een in België regelmatig afgegeven rijbewijs, of een buitenlands nationaal of internationaal rijbewijs ...".

2. De vrijstelling welke de Koning krachtens het tweede lid zal kunnen verlenen, slaat zowel op bepaalde categorieën van bestuurders als op de bestuurders van bepaalde categorieën van voertuigen. De tekst van het tweede lid zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning kan, onder de algemene voorwaarden die Hij stelt, vrijstelling van deze verplichting verlenen".

Artikel 3 (artikel 22 van de gecoördineerde bepalingen).

In de Franse tekst moeten de woorden "règlements pris en vigueur de celles-ci" worden vervangen door "règlements pris en vertu de celles-ci".

Artikel 4.

In § 1, 2°, vervange men de laatste volzin als volgt :

"De Koning bepaalt de nadere regelen inzake scholing".

.../...

Onder 4° van dezelfde paragraaf vervange men de woorden "de kennis van de wettelijke en reglementaire bepalingen" door "de kennis van wetten en reglementen".

Artikel 5.

Aangezien het in de bedoeling van de Regering ligt artikel 25 van de gecoördineerde wetten op te heffen, zou artikel 5 van het ontwerp als volgt moeten worden geredigeerd :

"In titel III van dezelfde wetten wordt hoofdstuk III, bevattende artikel 25, opgeheven".

Artikel 11.

In het nieuwe artikel 31 moet worden gelezen : "buiten de in de artikelen 30, 34, 2°, en 48 bedoelde gevallen" (artikel 2 van de wet van 9 juni 1975).

Artikel 12.

De woorden "een persoon, die niet voorzien is van een rijbewijs" zijn dubbelzinnig. Het onderhavige ontwerp doet een gelegenheid aan de hand om de betekenis ervan te verduidelijken.

.../...

Artikel 20.

Gaat de Regering in op het voorstel van de Raad van State om een overgangsbepaling in het ontwerp in te voegen, dan is het niet duidelijk waarom artikel 20 de Koning nog zou machtigen de verschillende artikelen van de toekomstige wet op verschillende data in werking te doen treden.

Wel zou de Koning gemachtigd moeten worden te bepalen op welke datum de toekomstige wet in werking treedt.

Derhalve wordt voorgesteld :

"Artikel 20.-

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt".

*

Artikel 61 van de gecoördineerde wetten, dat gewijzigd is door de wet van 9 juni 1975, verplicht tot afgifte van het rijbewijs of de leervergunning ingeval rijverbod is opgelegd wegens een alcoholgehalte van het bloed van meer dan 0,8 gram per liter.

Het ontwerp laat na in het eerste en het tweede lid van dat artikel het woord "leervergunning" te schrappen. In die leemte moet worden voorzien.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.